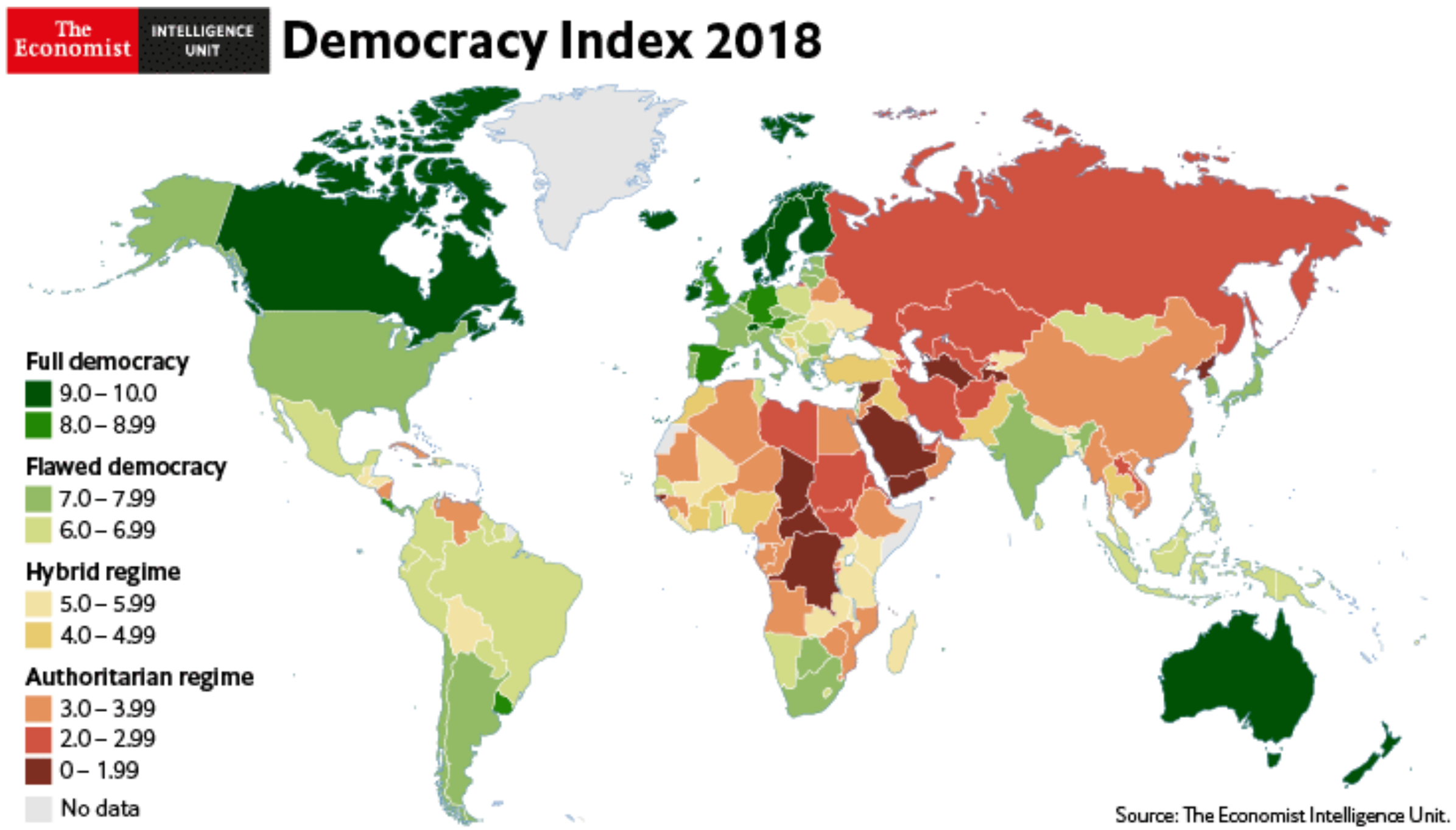


III. LIBERTÉ OU CONTRÔLE DE L'INFORMATION : UN DÉBAT FONDAMENTAL

Mini-introduction :

. L'information est un enjeu essentiel parce qu'elle permet d'influencer voire de contrôler l'opinion publique.

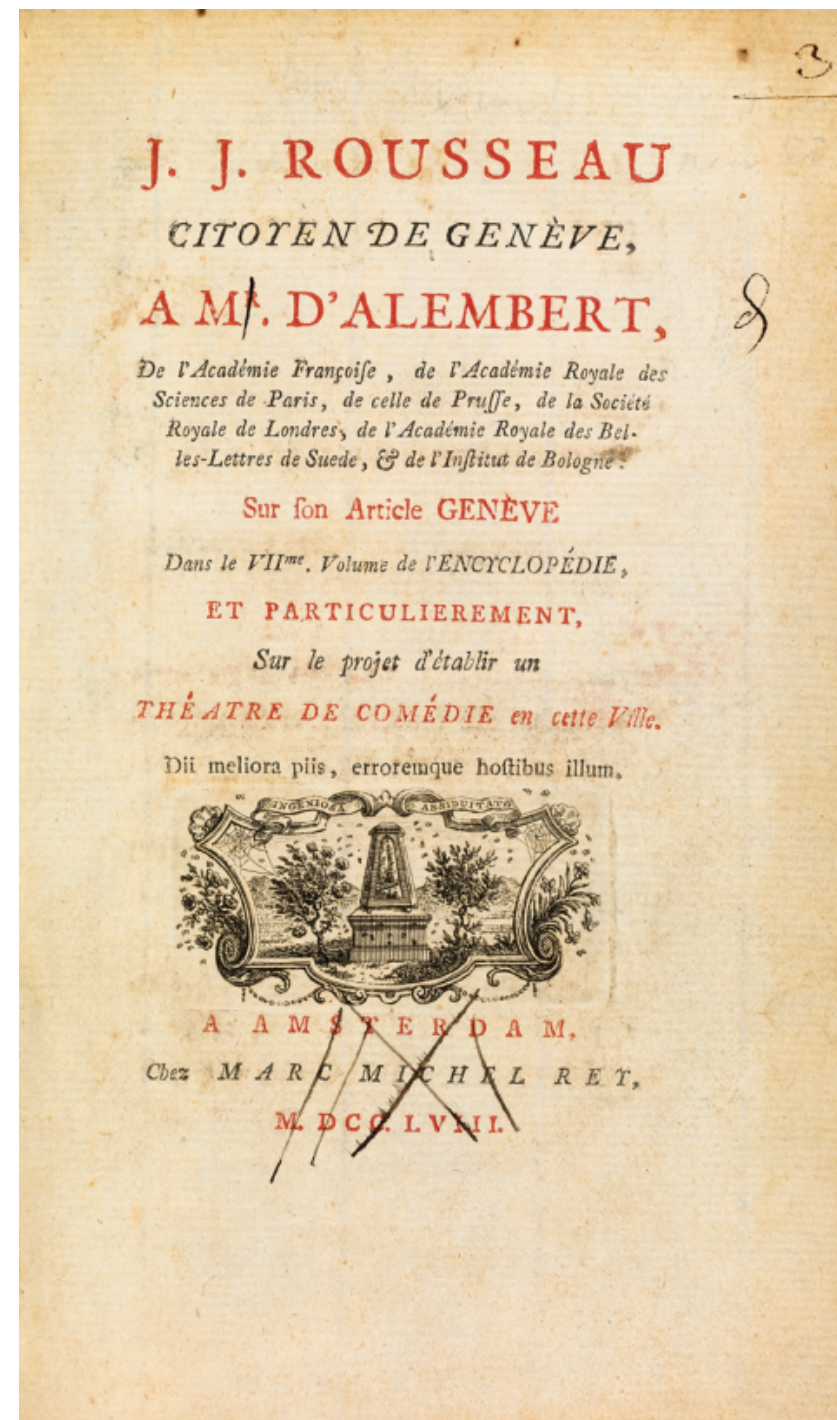


. En démocratie, l'information implique forcément un rapport de force entre les médias et des acteurs publics et privés.



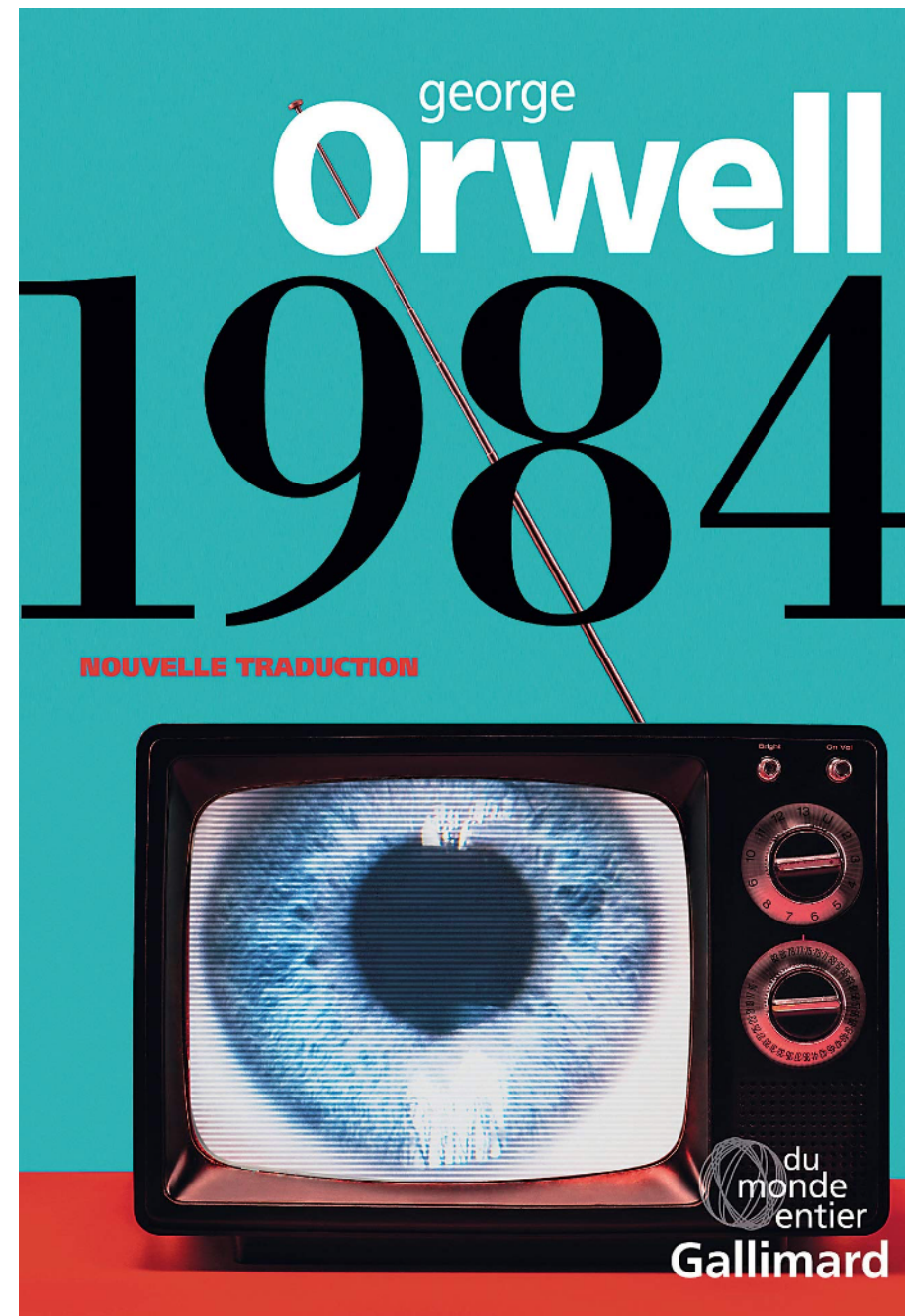
Le Canard enchaîné illustre la tradition d'une presse d'opinion en France,
« sentinelle de la démocratie »

Rousseau est le premier penseur à utiliser le terme « d'opinion publique ». En 1758 dans *La lettre à d'Alembert sur les spectacles*, il mène une réflexion sur le sujet





Affiche de mai 1968 dénonçant le contrôle des médias par le pouvoir



En 1948, s'inspirant des expériences totalitaires, G. Orwell décrit une société, où le contrôle total de l'information par un régime politique, aboutit à anéantir toute forme de liberté

Comment, dans les démocraties, la liberté d'informer se heurte-t-elle souvent à des tentatives de contrôle d'acteurs publics ou privés qui souhaitent influencer l'opinion publique ?

Quelles peuvent être, en démocratie, les modalités du rapport de force entre journalistes, pouvoirs publics et intérêts privés pour le contrôle de l'information et l'influence de l'opinion publique ?



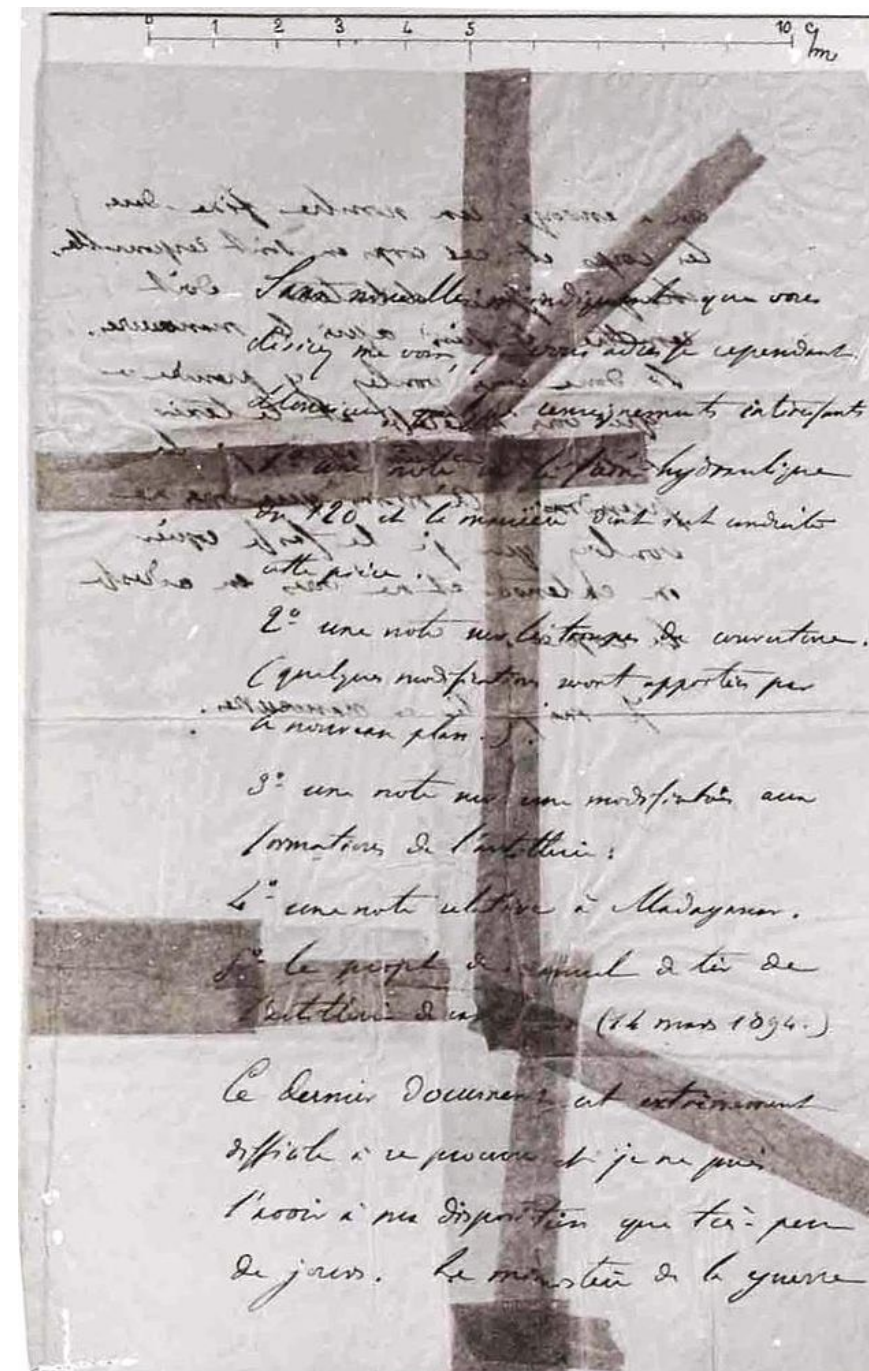
Manifestations à Paris place de la République en janvier 2015

1. Comment l'affaire Dreyfus est-elle révélatrice des interrelations possibles entre presse et opinion publique ?

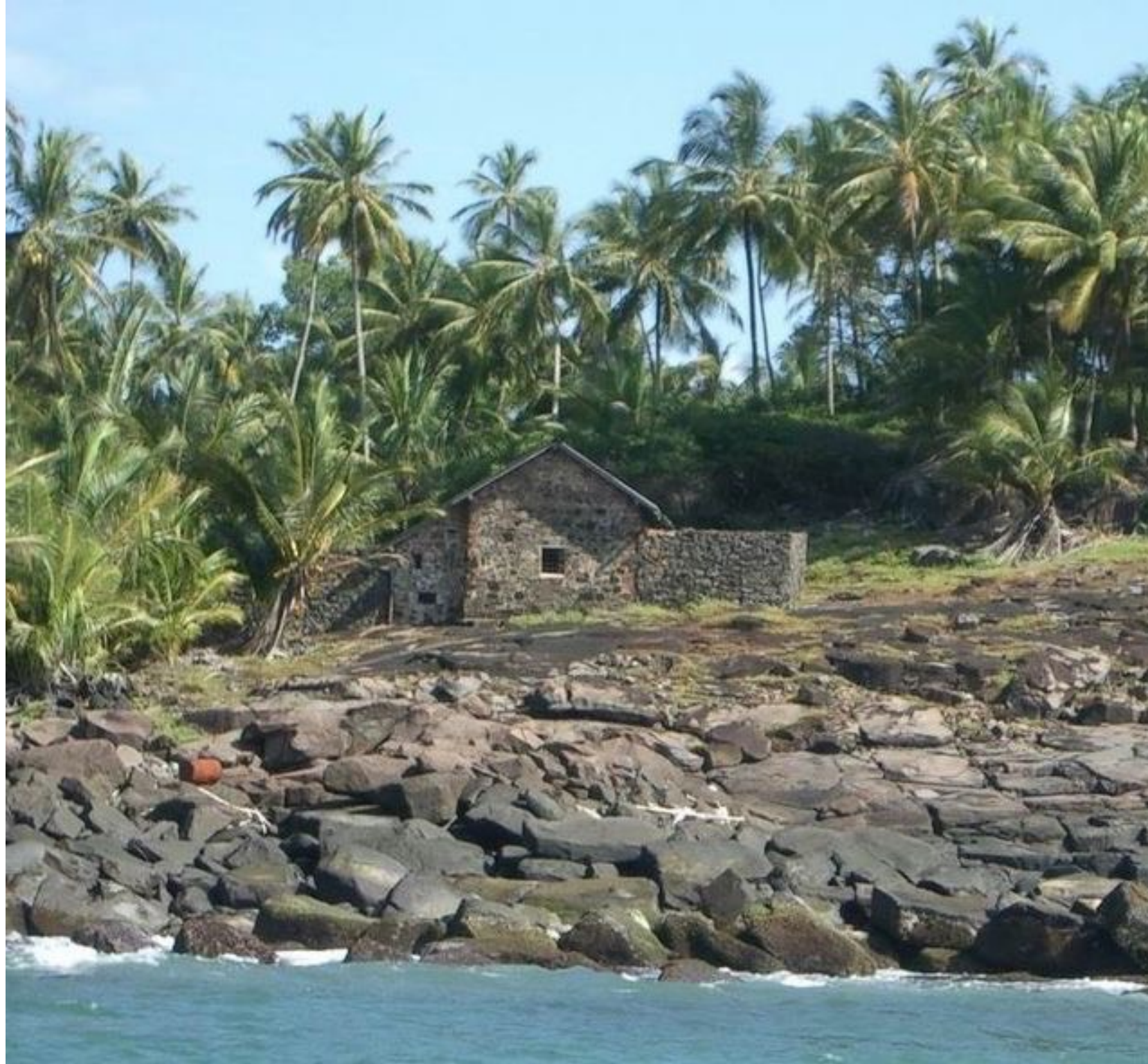
a) Comment la presse peut-elle suivre largement l'opinion publique (entre 1894 et 1998) ?

15) Chronologie p 226 + recherche personnelle. Quelle est l'origine de l'affaire Dreyfus ? Elle s'étend sur combien d'années en tout ? A quelle période « l'Affaire » a-t-elle dominé la vie politique française ?

Photographie du bordereau, à l'origine de l'affaire, daté du 13 octobre 1894. L'original a disparu entre 1900 et 1940



. L'affaire Dreyfus a pour origine une question d'espionnage.



La case de Dreyfus sur l'île du Diable en Guyane. Dreyfus y passe près de 1500 jours entre avril 1895 et mai 1899. Le régime auquel il est soumis est de plus en plus dur (mise aux fers, construction d'un mur pour l'empêcher de voir la mer et l'environnement extérieur. Sa mort aurait arrangé l'état major en mettant fin à l'enquête.

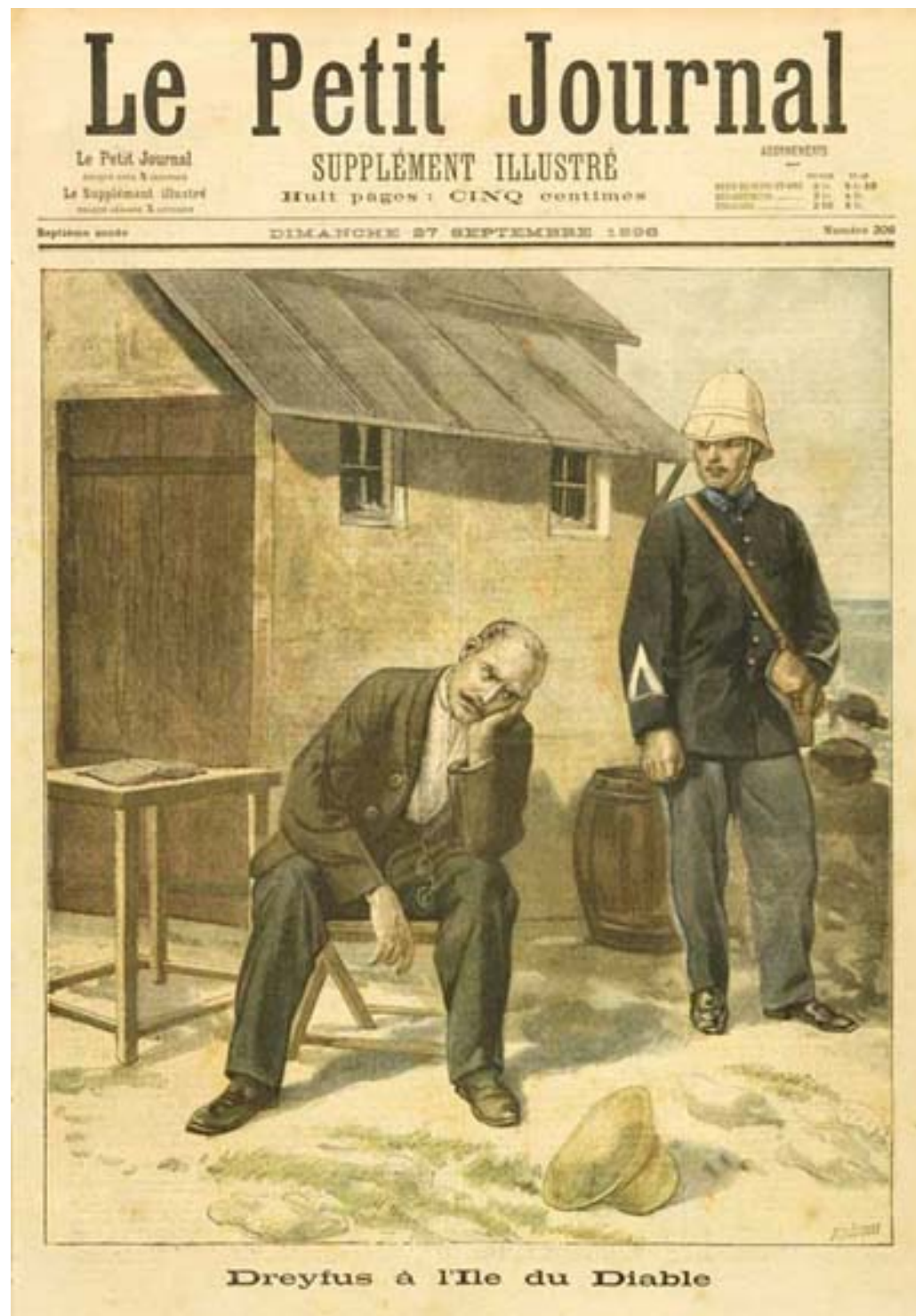


Le lieutenant-colonel Georges Picquart en tenue de chasseurs d'Afrique. Nouveau chef des services de renseignement en 1895, il récupère de nouvelles pièces de l'ambassade d'Allemagne démontrant que le véritable coupable est le commandant Esterhazy. Lorsqu'il informe le chef d'Etat major, il est muté en Tunisie et finira par quitter l'armée. Il informe néanmoins le frère de Dreyfus qui convainc alors plusieurs hommes politiques.



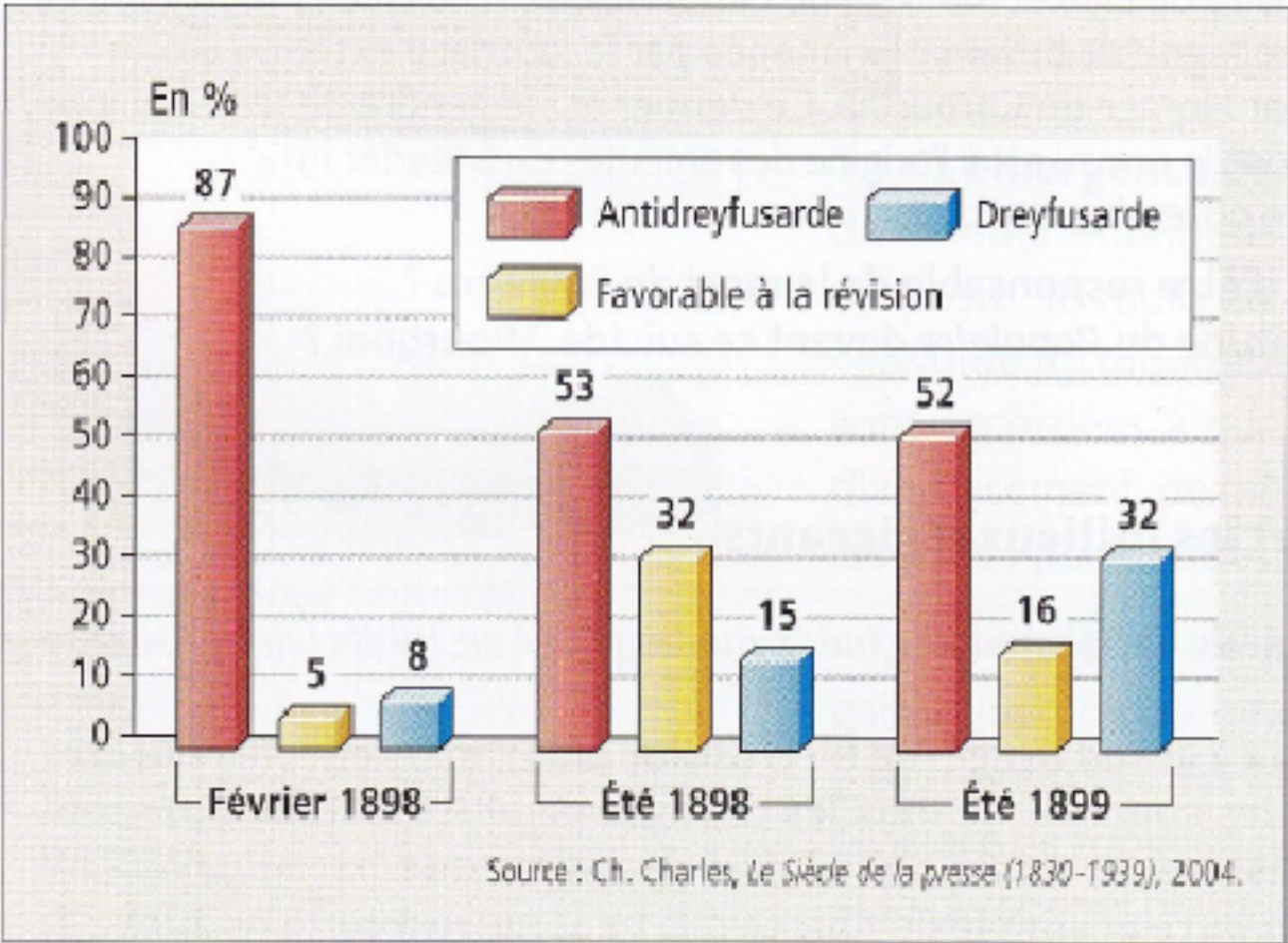
Joueur invétéré, cocaïnomane et proxénète, le commandant Esterhazy est le véritable coupable. Il sera néanmoins protégé par l'Etat major qui ne veut pas revenir sur la chose jugée (les hauts gradés ne veulent surtout qu'il soit révélé que des faux ont été fabriqués pour accuser Dreyfus). Si Dreyfus était innocenté, on leur demanderait surtout des comptes.

16) **Documents 2 et 4 p 227.** Montrez la quasi unanimité de la presse aux débuts de l'affaire et encore en février 1898 (juste après la parution de la *Une* de Zola).



Très prudents et convaincus de la culpabilité de Dreyfus, les deux premiers journaux français suivent ensuite deux voies différentes après 1898, *Le Petit Journal* est de plus en plus antidreyfusard alors que *Le Petit Parisien* est plutôt dreyfusard. *Le Petit Journal* perd alors des lecteurs et décline, *Le Petit Parisien* est le premier journal français en 1914

. Des débuts de l’Affaire jusqu’à la parution de la Une de Zola en janvier 1898, la presse est presque unanimement convaincue de la culpabilité de Dreyfus.



L'évolution de la presse quotidienne



La presse généraliste et la presse d'opinion (à droite, le journal antisémite, *La libre parole*

17) **Document 3 du polycopié.** Quels facteurs peuvent en partie expliquer l'unanimité de la presse à l'égard de la culpabilité de Dreyfus de 1894 à 1898 ? Cette situation peut concrétiser quel risque de dérive démocratique identifié par Tocqueville (cf. Thème sur la démocratie) ?

Document 3 : L'influence réciproque de la presse et de l'opinion

Le développement, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, d'une presse quotidienne à grand tirage, contribue à faire émerger une instance prétendant incarner l'« opinion publique » : il s'agit des journalistes, qui s'expriment dans une presse très engagée, et prennent parti dans la lutte politique. S'il en est ainsi, c'est que les journalistes pensent exprimer l'opinion de lecteurs qui, avec la généralisation de l'instruction, se comptent désormais par millions et se mobilisent derrière leurs quotidiens, comme par exemple lors de l'affaire Dreyfus, entre 1897 et 1899. Les journalistes qui, chaque jour, vendent leurs idées à leur public peuvent ainsi avoir le sentiment qu'ils ne font que dire l'opinion de leur public, l'acte d'achat d'un journal valant en quelque sorte approbation de la ligne politique et des opinions que celui-ci défend.

Patrick Champagne, « L'opinion publique » *in Faire l'opinion*, Minuit, 1990.

. Entre 1894 et 1898, l'unanimité de la presse s'explique en partie par sa volonté de rester en phase avec l'opinion publique, son conformisme.

. L'affaire Dreyfus démontre aussi que la presse peut jouer le rôle de « sentinelle de la démocratie » en divulguant des informations contraire au conformisme ambiant.



Alors qu'il est un écrivain très connu, Zola s'engage dans l'affaire Dreyfus

19) **Mêmes documents** Montrez que la liberté de la presse est doublement essentielle dans l'article de Zola. Qui est le propriétaire de l'Aurore et quel est le statut d'Emile Zola ? Dès lors quelles sont les autres conditions démocratiques nécessaires à l'existence un tel article ?

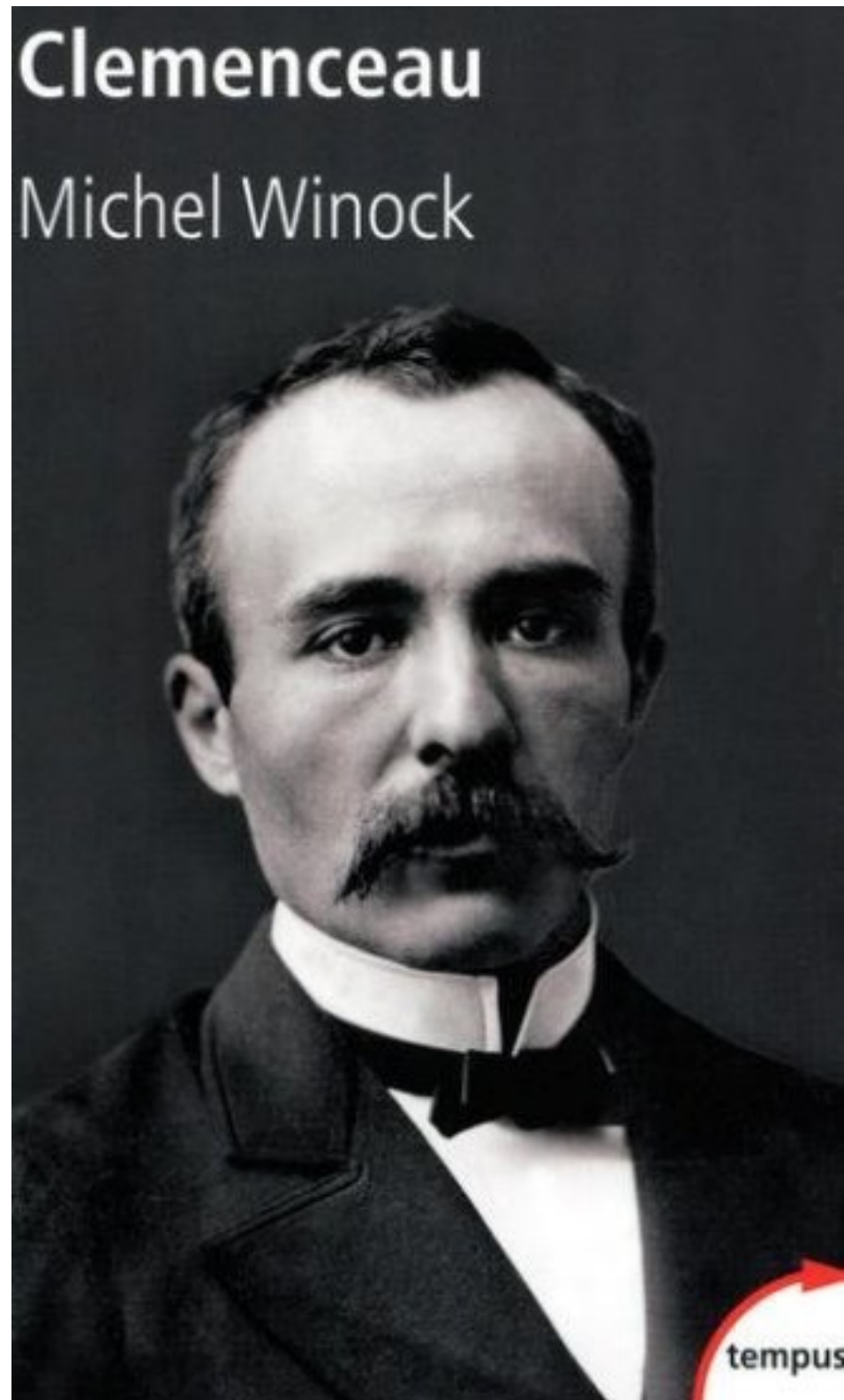


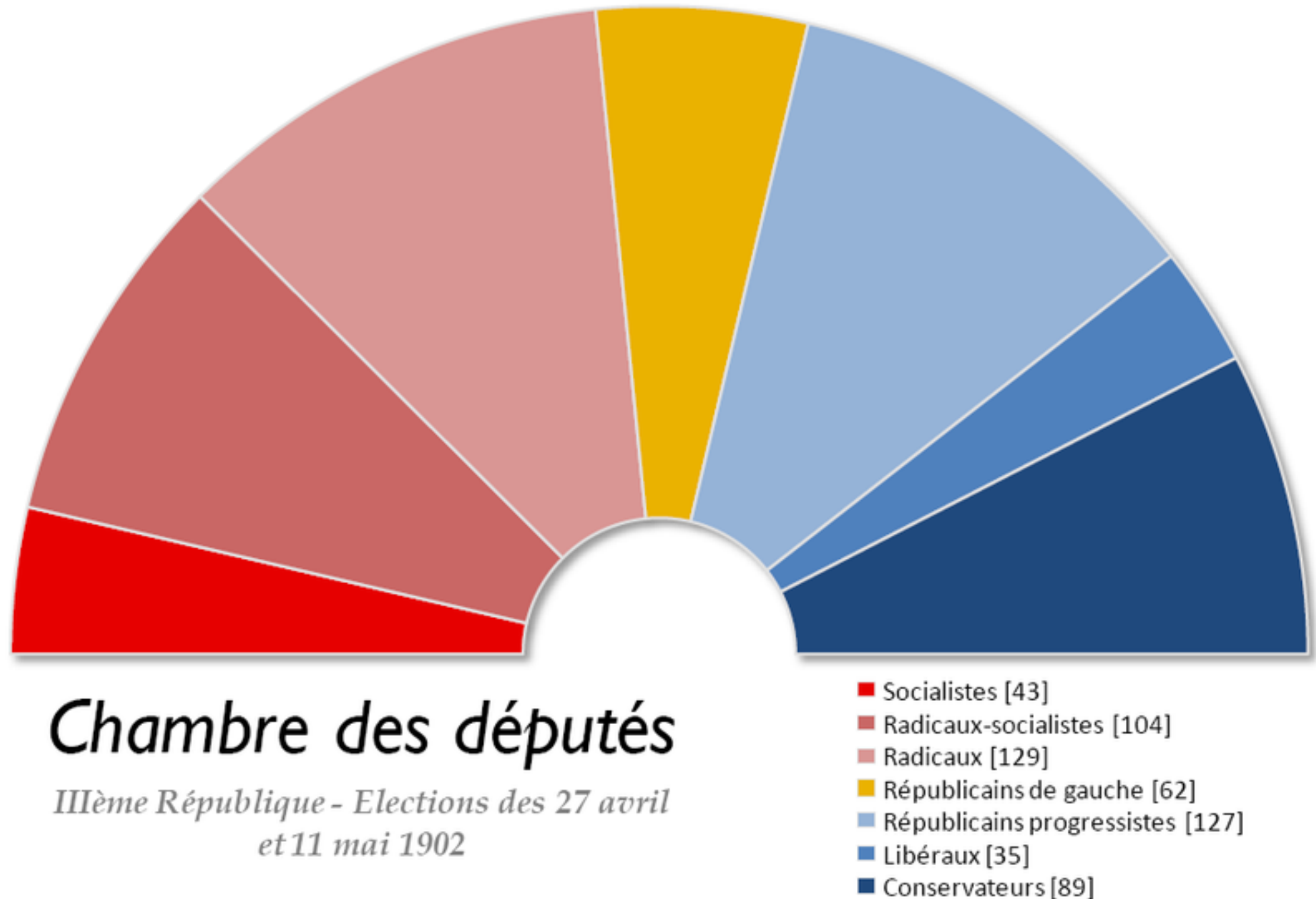
Figure du Parti radical et propriétaire de *L'Aurore*, Clémentine devient ministre de l'intérieur en 1906 puis président du conseil (chef du gouvernement). Marqué par l'affaire Dreyfus, il entend alors consolider la République.

. Si plusieurs conditions sont nécessaires pour que la presse joue ce rôle de « sentinelle de la démocratie », la liberté de la presse est la condition essentielle.

. La liberté d'expression des intellectuels et le pluralisme de la presse sont les deux autres facteurs qui rendent un tel article possible.

c) Dans quelle mesure la presse peut-elle retourner l'opinion publique (entre 1898 et 1906) ?

20) **Document 4 p 227 et 4 du polycopié.** Pourquoi les élections de 1902 semblent démontrer le triomphe des Dreyfusards ? Pourquoi l'évolution de la presse après 1898 témoigne-t-elle de ce changement ? Avec quelles limites ? Comment expliquer ce changement de ligne éditoriale de beaucoup de journaux sur l'affaire Dreyfus entre 1898 et 1899 ?



Document 5 : L'impact de la presse sur l'opinion à relativiser

Le pays était-il tout entier concerné ? [...] L'analyse des journaux permet aujourd'hui des conclusions plus précises [...] [elle] conduit à penser qu'au plus fort de l'Affaire, un tiers de ceux-ci au maximum fut vraiment mobilisé. C'est à la fois peu et beaucoup. L'écrasante majorité des journaux est d'ailleurs antidreyfusarde [...]. Le Petit Journal de Judet – tirage : un million –, aux robustes assises provinciales, maintient jusqu'au bout, sans fléchir sa ligne nationaliste [...].

Le Progrès de Lyon est un des rares journaux de province dont la ligne soit depuis le début favorable à la révision. Dans ces conditions, l'indifférence de la France rurale est sans doute majoritaire, mais non unanime.

Madeleine Rebérioux, La République radicale, Paris, © Éditions du Seuil, 1975.

. Si l'opinion publique a tendance à se retourner en 1898 et 1906, il est difficile de dire quelle l'importance de la presse dans cette réalité.



Dreyfus doit attendre 1906 pour être totalement innocenté et réintégré dans l'armée